

Documents sauvegardés

LE PROGRÈS

© 2023 Le Progrès (Lyon). Tous droits réservés.
Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.

PubliC Certificat émis le 23 janvier 2023 à OMNES-EDUCATION à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news-20230122-PR-9edc628d45504a7b88a1549df3a2d9e0

Nom de la source

Le Progrès (Lyon)

Type de source

Presse • Journaux

Périodicité

Quotidien

Couverture géographique

Régionale

Provenance

Lyon, Auvergne-Rhône-Alpes, France

Dimanche 22 janvier 2023

Le Progrès (Lyon) • p.
LCHJ22 • 321 mots

Dole

P.
lchj22



Un rassemblement contre les armements nucléaires

De notre correspondant, Christophe MARTIN

À l'occasion du 2e anniversaire de l'entrée en vigueur du Traité sur l'interdiction des armes nucléaires (Tian), l'association Agir pour le désarmement nucléaire a organisé ce samedi 21 janvier une action d'information.

Malgré le froid piquant, une douzaine de membres de l'association ADN (Agir pour le désarmement nucléaire) se sont retrouvés rue de Besançon devant l'agence du Crédit Agricole vers 9 heures ce samedi 21 janvier. « Ce dimanche 22 janvier, c'est le deuxième anniversaire du Traité d'interdiction des armes nucléaires, explique Pierre Jacquin-Porretaz, président d'ADN et successeur de Lucien Converset. Nous faisons cette action pour inciter la France à signer le Tian, un traité que les pays détenteurs de l'arme nucléaire n'ont pas signé. On nous mène en bateau en nous disant que depuis quelques années, le nombre des têtes nucléaires diminue sans reconnaître qu'elles sont actuellement beaucoup plus puissantes que celles d'Hiroshima et Nagasaki. »

L'opération d'ADN visait à informer le public d'abord et surtout sur le financement par les banques françaises de la production des armes nucléaires, alors que le Tian l'interdit. Les deux banques

visées ce samedi matin, le Crédit Agricole et BNP Paribas, figurent en tête d'un long palmarès des institutions financières françaises en matière d'investissement dans les entreprises contribuant au nucléaire militaire comme Airbus, Thalès ou Safran.

« Leur argent va plus dans l'armement nucléaire que dans les hôpitaux »

Peu des personnes rencontrées par le groupe étaient au courant des agissements de leur propre banque. « Je leur dis que je ne les oblige pas à changer de banque mais simplement de s'informer, précise Pierre Jacquin-Porretaz. Leur argent va plus dans l'armement nucléaire que dans les hôpitaux. En ce moment, c'est un argument porteur. »

Commencée rue des Arènes, l'action s'est poursuivie place du 8-Mai. Photo Progrès /Christophe MARTIN